

Lausanne, le 27 avril 2017

Communiqué de presse

A « fleurets mouchetés », vraiment ?

Depuis 4 ans, les partis du centre-droite ne cessent d'attirer l'attention sur les risques que la politique sociale du canton fait peser sur la marge de manœuvre de l'Etat.

Quatre jours avant le 1^{er} tour au Conseil d'Etat ! C'est le temps qu'il aura fallu attendre pour que la facture sociale soit abordée par le grand quotidien vaudois. L'« aubaine électorale » que croit y voir le quotidien est pourtant un dossier que nos partis ne cessent de mettre en avant, chiffres à l'appui, depuis maintenant 4 ans (une bonne douzaine de communiqués communs ou individuels). Quatre années à alerter sur une réalité financière, sur des dépassements très élevés dans le domaine du social et sur les diminutions préoccupantes dans les autres départements. La réalité des comptes nous a malheureusement donné raison : le social augmente – il sera le premier poste de dépense du canton en 2017, dépassant la formation –, la dette augmente et le canton dépense aujourd'hui plus qu'il ne gagne... Le tout, alors que la situation économique des Vaudoises et Vaudois est nettement plus réjouissante que chez les voisins cantonaux et que le chômage reste stable. Nous reprocher de « n'avoir pas le courage de proposer des alternatives » ou de se retenir « d'identifier quelles prestations... raboter » relèvent au mieux de la méconnaissance du dossier et d'une vision étriquée de celui-ci, au pire de la mauvaise volonté d'analyser les interventions parlementaires des partis de centre-droite durant cette législature.

Si les partis du centre-droite n'appellent pas à procéder aveuglement à des coupes budgétaires, c'est tout simplement parce que nos partis ne pointent pas du doigt le social pour le social, mais parce que la gestion des dépenses de ce département connaît des hausses annuelles doublement plus grandes que la moyenne des autres départements. C'est donc l'ensemble de la marge de manœuvre de l'Etat qui s'en retrouve bloquée. Le social dans le canton est pour les Vaudois-es au moins aussi important que la formation, la sécurité, le trafic ou la protection de l'environnement. Si un autre poste de l'Etat augmentait de la sorte au détriment des autres, nous ferions le même constat.

Ensuite, si nous n'appelons pas à raboter aveuglement, c'est tout simplement parce que le canton ne dispose pas d'une vision d'ensemble de toutes les aides sociales. Dans ce contexte, raboter pour raboter ne présente aucun sens politique ! Malheureusement, le DSAS a mis deux ans avant de répondre à une motion de la députée PLR Catherine Labouchère demandant cette vision d'ensemble et en ne fournissant qu'un rapport partiel et donc incomplet. La demande de création d'un guichet unique pour le social, qui générerait pourtant plus de clarté et d'efficacité, n'a reçu qu'une réponse de fin de non-recevoir de la part du DSAS.

Aujourd'hui, nos partis en appellent à une prise de conscience du Conseil d'Etat sur la nécessité de tenir les budgets et de rééquilibrer les dépenses de chaque département de manière égalitaire, un terme pourtant cher à la gauche. Une stabilisation serait donc déjà un bon signe, plutôt qu'une fuite en avant dans des dépenses pérennes pour l'Etat et les communes. Nous avons d'ailleurs beaucoup travaillé pour décharger les communes, dont la santé financière n'est pas aussi bonne que celle du canton.

Malheureusement, les chiffres cantonaux et les statistiques que nous avons à plusieurs fois publiés sont criants. Le canton dépense proportionnellement davantage pour le social que d'autres cantons similaires (BE et ZH). Il est le seul canton dans lequel le social est le premier poste de dépense de l'Etat. L'enfumage, qui consiste à dire que certains régimes sociaux proviennent du DFJC ou du DECS, est habile mais par définition trompeur. Il suffit de regarder le budget 2017 pour s'en convaincre : quand les régimes sociaux du DSAS augmentent de 113 mios (+5,5% par rapport à 2016), aucune augmentation qui n'aurait été compensée au sein de leur département n'apparaît pour

le DFJC et le DECS. C'est donc bel et bien le DSAS qui génère massivement l'augmentation de la facture sociale année après année.

Dénoncer mollement, dans un article de presse, une marche en avant des dépenses du social et faire porter le chapeau aux partis qui ne gèrent pas ce département, contribue à inverser les rôles dans ce dossier. Ce d'autant plus quand il suffit de quelques « clics » sur un site web pour prendre la peine d'analyser l'ensemble des démarches entreprises pour demander une clarification absente aujourd'hui du social dans le canton et, in fine, rétablir une équité des dépenses entre les départements (<http://www.plr-vaud.ch/grand-conseil/interventions>).

Si la gauche pratique la politique des besoins, les partis du centre-droite préfèrent nettement celle des moyens, la seule qui permette de maintenir la santé financière d'un canton. Faute d'une telle politique, c'est la dent de scie assurée entre dette, coupe dans les prestations et remboursement de la dette, pour, une fois la stabilité retrouvée, repartir dans une spirale de dettes...

Enfin, nos partis sont accusés de privilégier des baisses fiscales pour les seules entreprises et d'oublier les personnes physiques. Nous rappelons que soulager les entreprises permet précisément de créer ce dont la population a le plus besoin (emploi et dynamisme économique) pour lui permettre d'éviter le social. Par ailleurs, les JLR vaudois, soutenus par les partis du centre-droite, ont lancé une initiative pour une baisse d'impôts pour la classe moyenne. Une nouvelle fois, un « clic » et les informations sont disponibles (www.classe-moyenne.ch).

Les partis du centre-droite continueront de s'engager pour que le Conseil d'Etat mène une politique responsable plutôt qu'une augmentation continue de ses dépenses qui bloquent la bonne marche de l'Etat. C'est dans cet esprit qu'ils appellent à changer la majorité du Conseil d'Etat. Prétendre que la campagne est molle peut s'envisager. Mais se pencher sur un dossier de campagne, pourtant abordé depuis 4 ans par nos partis, quatre jours avant le premier tour, n'a certainement pas contribué à rendre cette campagne plus thématique.

Contacts :

Frédéric Borloz, président PLR Vaud, 079 204 43 30

Jacques Nicolet, président UDC Vaud, 079 206 97 29

François Pointet, président vert'libéraux Vaud, 079 586 64 87

Kevin Grangier, secrétaire général de l'UDC Vaud, 079 432 37 64

Michaël Dupertuis, secrétaire général vert'libéraux Vaud, 076 822 28 74

Philippe Miauton, secrétaire général PLR Vaud, 079 277 68 41